

GREENPEACE

100 ans de TotalEnergies, pionniers du désastre

**La face sombre du fleuron français
des énergies fossiles**

Briefing presse

Mars 2024

Contact presse :

Guillaumine Lickel

06 73 89 48 90 / glickel@greenpeace.org

Avant-propos

La major pétro-gazière française TotalEnergies fête en mars 2024 ses 100 ans d'existence. Son slogan pour l'occasion : [“Pionniers depuis 100 ans”](#).

Si le groupe a su se hisser au sommet du CAC 40, générer des profits records qui se comptent désormais en milliards d'euros et développer un savoir-faire technique de pointe pour extraire le pétrole et le gaz dans des conditions toujours plus difficiles, il est aussi le symbole d'une industrie opaque, manipulatrice et destructrice.

Il est inacceptable de laisser l'entreprise vanter uniquement sa version de l'histoire, passant sous silence les conséquences dramatiques de sa logique extractiviste, productiviste, cupide et néocoloniale ainsi que les dossiers accablants qui ont ponctué son développement et laissant croire qu'elle est aujourd'hui réellement engagée pour le climat.

À l'heure du bilan, l'histoire de TotalEnergies reste marquée par une série de scandales. De même, son centenaire se tient dans un contexte d'urgence climatique où la major n'a jamais autant cristallisé la critique. Son refus de changer de modèle et de continuer à forer toujours plus de fossiles pour maximiser ses profits, en dépit de l'impact de ses activités sur les populations, le climat ou l'environnement, lui valent d'être aujourd'hui au cœur de plusieurs controverses, dont une bonne partie devant les tribunaux.

« TotalEnergies, qui se présente comme une entreprise engagée dans la transition énergétique, est la firme pétrolière internationale qui a approuvé le plus de nouveaux projets pétroliers et gaziers en 2022. Chacun d'entre eux nous éloigne un peu plus d'un monde à l'économie décarbonée. »

(extrait d'une tribune¹ de mai 2023 par un collectif de 188 scientifiques et experts)

¹ Le Monde, [« Nous, scientifiques et experts, appelons les actionnaires de TotalEnergies à voter contre la stratégie climat de la firme »](#), 7 mai 2023.

Un passé entaché de scandales

Mensonges climatiques et fabrique du doute

Après les révélations concernant BP, Exxon et Shell, les travaux de chercheurs² ont permis de mettre en évidence que **Total savait, depuis au moins le début des années 70, que ses activités industrielles et la combustion des énergies fossiles étaient parmi les causes principales du dérèglement climatique** et qu'elles avaient un impact potentiellement catastrophique à long terme sur le climat.

Malgré ces certitudes scientifiques, Total a mis en place une stratégie de désinformation et de fabrique du doute pendant de nombreuses années afin de freiner toute action politique qui conduirait à limiter l'extraction des hydrocarbures. La compagnie a par exemple contribué à semer le doute sur la réalité du changement climatique et a mis en place des stratégies de diversion pour retarder l'action climatique, comme l'idée d'une taxation des combustibles fossiles³.

« Les alertes sont devenues trop nombreuses et, en parallèle, les politiques ont commencé à imaginer des mesures de régulation. En réponse, l'industrie pétrolière s'est organisée pour échanger des éléments de langage et des stratégies pour ralentir voire bloquer toute décision politique ambitieuse. »

(interview de Christophe Bonneuil⁴)

Encore aujourd'hui, les déclarations de l'entreprise sur son empreinte carbone sont douteuses. Greenpeace France a estimé dans un rapport paru en novembre 2022 que les émissions de gaz à effet de serre de TotalEnergies seraient près de quatre fois supérieures à celles déclarées par le groupe⁵.

² Christophe Bonneuil, Pierre-Louis Choquet, Benjamin Franta, [Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1971-2021](#), octobre 2021.

³ <https://www.totalment.fr/les-revelations>

⁴ Reporterre, [Changement climatique : Total savait](#), interview de Christophe Bonneuil, 20 octobre 2021.

⁵ Greenpeace, [Bilan carbone de Total, le compte n'y est pas](#), novembre 2022.

Pollutions environnementales majeures

Les pollutions et les catastrophes environnementales sont inhérentes aux activités d'extraction des hydrocarbures et Total n'échappe pas à la règle. Sans être exhaustif, il est important de rappeler que Total est à l'origine de :

La catastrophe de l'Erika

En décembre 1999, l'Erika, pétrolier affrété par Total, a fait naufrage et s'est brisé en deux au large des côtes du Finistère. Le navire a déversé **une marée noire de 30 000 tonnes de fioul lourd sur 400 km de côtes**. Ce naufrage a provoqué des dégâts environnementaux, sociaux et économiques majeurs et Total a longtemps nié sa responsabilité avant d'être condamné par la justice⁶.

L'explosion de l'Usine AZF

Cet accident est la plus importante catastrophe industrielle survenue en France depuis celle de Feyzin en 1966. L'explosion de cette usine appartenant à une filiale de Total a eu lieu à Toulouse en 2001. Un stock de **400 tonnes de nitrate d'ammonium a explosé, tuant 30 personnes et en blessant plus de 2500**. Dans ce dossier, Total a également nié sa responsabilité en se cachant derrière sa filiale. Il a fallu 18 ans de procès avant que la filiale de Total (la Grande Paroisse) soit définitivement condamnée⁷.

Condamnations pour corruption et détournement de fonds

L'entreprise a été condamnée à plusieurs reprises dans différents dossiers.

Corruption - Irak

En 2018, Total a été condamnée par la justice française à 750 000 euros d'amende⁸ suite à une affaire de **corruption d'agent public étranger et de**

⁶ Francetvinfo.fr, [Naufrage de "l'Erika" : vingt ans après, le traumatisme de la marée noire](#), 12 décembre 2019.

⁷ Novethic, [20 ans après l'explosion d'AZF, la mise en cause de Total reste un cas d'école des risques liés à la sous-traitance](#), 21 septembre 2021.

⁸ <https://www.courdecassation.fr/en/decision/5fca98212993158d0857a077>

détournements du programme de l'ONU « *Pétrole contre nourriture* » qui visait à atténuer les effets de l'embargo onusien sur l'Irak⁹.

Corruption - Iran

En 2018, Total a été condamnée par le tribunal correctionnel de Paris à verser 500 000 euros dans une affaire de **corruption d'agent public étranger après avoir versé des pots-de-vin de 30 millions de dollars** pour obtenir une gigantesque concession gazière, « South Pars », en Iran en 1997¹⁰.

Total, qui avait déjà été condamnée en 2013 à verser 398 millions de dollars aux États-Unis pour corruption dans le cadre de la même concession en Iran, n'a pas fait appel de cette décision.¹¹

Abus de biens sociaux - Affaire Elf

En novembre 2003, d'anciens dirigeants du géant pétrolier Elf Aquitaine (aujourd'hui TotalEnergies) ont été condamnés à des peines de prison. Loïk Le Floch-Prigent, PDG d'Elf de 1989 à 1993, a notamment été condamné à cinq ans de prison et à 375 000 euros d'amende pour abus de biens sociaux et recel de ce délit¹². 37 anciens responsables de l'entreprise ont été jugés pour divers délits commis entre 1989 et 1993 impliquant le détournement de millions de francs d'actifs de l'entreprise dans le cadre d'un réseau mondial d'accords secrets. Sur les 37 dirigeants et intermédiaires jugés, 30 ont été reconnus coupables des faits retenus. Il s'agit notamment de « l'abus de biens sociaux et de crédits », « d'abus de pouvoir », « de complicité d'abus de biens sociaux » et « d'usage de faux documents ». **Le tribunal de Paris a condamné 13 prévenus à de la prison ferme.**

⁹ AFP, « *Pétrole contre nourriture* » : [Total condamné à 750 000 euros d'amende en appel](#), 26 février 2016.

¹⁰ Les Echos, [Total condamné pour corruption en marge d'un contrat gazier en Iran](#), 21 décembre 2018.

¹¹ [Déclaration de TotalEnergies](#) du 12 décembre 2018.

¹² Les Echos, [Affaire Elf : les ex-dirigeants du groupe condamnés à de très lourdes peines](#), 13 novembre 2003.

“Liaisons dangereuses” avec des régimes qui violent les droits humains

Total met souvent en avant sa charte éthique¹³ et son code de conduite exemplaire mais la réalité est tout autre quand il s'agit de développer des projets dans des pays avec des régimes où les droits humains sont constamment violés.

Le dossier Birman

Dès le début des années 90, Total a déclenché la controverse avec le développement de son projet gazier Yadana en Birmanie en collaboration avec l'entreprise d'État birmane Myanmar Oil and Gas Enterprise (MOGE) contrôlée par la junte militaire en place. Total est ainsi devenue **un important contributeur financier à un régime militaire brutal**¹⁴ dont les exactions ont été largement condamnées au niveau international.

Il a fallu attendre deux décennies de pression de la société civile et de travail d'enquêtes et d'investigation sur la responsabilité de Total en Birmanie¹⁵ avant que le groupe français prenne la décision de se retirer du pays¹⁶.

La Russie de Poutine reste un partenaire commercial malgré la guerre en Ukraine

Aujourd'hui encore, le rapport de la major à des régimes toxiques n'est pas clair. Ainsi, **la position de Total en Birmanie n'est pas sans rappeler celle du groupe sur le dossier russe.**

En effet, TotalEnergies a été la seule major occidentale à ne pas déclarer se retirer de Russie¹⁷ suite à l'invasion de l'Ukraine en 2022 alors même que la rente issue des fossiles permet d'alimenter financièrement l'effort de guerre russe.

13

<https://totalenergies.com/fr/groupe/ethique/notre-engagement-pour-une-conduite-exemplaire>

¹⁴ *Le Monde*, [Accor. Total... ces entreprises françaises liées à la junte militaire birmane](#), 3 mars 2021.

¹⁵ Novethic, [Total et la Birmanie : une si longue controverse !](#), 24 janvier 2022.

¹⁶ [Communiqué de TotalEnergies](#), 27 janvier 2022.

¹⁷ *La Tribune*, [Pourquoi TotalEnergies ne veut pas quitter la Russie, contrairement aux autres pétroliers occidentaux](#), 5 mars 2022

TotalEnergies a donc fait le choix de prendre le risque de contribuer à des crimes de guerre en Ukraine en poursuivant ses exportations de GNL russe et en exploitant, avec son partenaire local Novatek, un gisement de condensats de gaz, qui une fois transformé en kérosène aurait servi à ravitailler des avions de combat russes engagés dans la guerre en Ukraine¹⁸.

A ce jour, TotalEnergies reste actionnaire de l'entreprise russe Novatek mais aussi de l'usine de liquéfaction Yamal LNG qui lui permet de vendre plus de 4 millions¹⁹ de tonnes de gaz naturel liquéfié an. Pour le projet Arctic LNG2, la major française- toujours actionnaire directement et indirectement à plus de 20% du projet- a décidé, suite aux sanctions américaines sur ce projet, de ne pas prendre livraison des volumes produits cette année.

¹⁸ Le Monde, [Comment le gaz de TotalEnergies sert de carburant aux avions de combat russes en Ukraine](#), 24 août 2022

¹⁹ La Tribune, [Pourquoi TotalEnergies ne cède pas ses actifs en Russie](#), 14 mars 2024

Total et la Françafrique

L'héritage Elf

Les 100 ans d'activités de Total sont indissociables de l'héritage Elf construit au cours de plusieurs décennies. Associé à la Françafrique, il repose sur l'exploitation des ressources naturelles des anciennes colonies françaises via des pratiques opaques et illégales avec certains dirigeants du continent africain, comme le démontre l'Affaire Elf mentionnée plus haut.

Total a de fait hérité de certaines de ces pratiques et reste très présente en Afrique aujourd'hui, où elle demeure la major qui développe le plus de projets fossiles sur le continent, comme le dit Patrick Pouyanné lui-même²⁰.

TotalEnergies et les pratiques néocoloniales²¹

Des études récentes démontrent que **les anciennes pratiques coloniales n'ont pas vraiment disparu**. En effet, la course aux profits et à l'expansion fossile pousse les majors comme Total à ouvrir de nouveaux gisements et de nouvelles frontières pétrolières et gazières au sein de terres dont dépendent des communautés locales ou autochtones, générant ainsi de nombreux conflits et violations des droits humains²². Les activités de Total, notamment en Afrique, questionnent également sur le rôle de la France et les moyens mobilisés par l'État français pour faciliter cette expansion.

« The interests and operations of TotalEnergies and the French State are inextricably intertwined and reproduce colonial relationships of power. [...] TotalEnergies is not only a protagonist of old colonial conflicts, but it is also currently reproducing the same historical dynamics of injustice and inequality. »²³

²⁰ Jeune Afrique, [« Le leader du pétrole en Afrique, c'est Total »](#), interview de Patrick Pouyanné, 12 septembre 2016.

²¹ Radiofrance.fr, [Des ONG dénoncent l'exploitation des énergies fossiles en Afrique et pointent du doigt TotalEnergies](#), 15 novembre 2022.

²² [L'écologie politique des entreprises pétrolières et gazières : le cas de TotalEnergies](#), Global Atlas of Environmental Justice.

²³ Marcel Llaveró-Pasquina, Grettel Navas, Roberto Cantoni, Joan Martínez-Alier [The political ecology of oil and gas corporations: TotalEnergies and post-colonial exploitation to concentrate energy in industrial economies](#), janvier 2024.

La malédiction des ressources

Total justifie cette expansion pétrolière et gazière en Afrique en répétant qu'elle participe au développement du continent, alors que la notion de malédiction du pétrole²⁴ a été largement documentée par les spécialistes de l'aide au développement.

« *Les économies africaines les plus dynamiques ne sont pas celles qui dépendent des ressources naturelles exclusivement, et particulièrement les ressources pétrole. Ce sont d'abord les économies les plus diversifiées qui s'en tirent le mieux. Le chemin de développement des pays ne passe pas par une dépendance totale aux industries fossiles, à l'évidence.* » a récemment déclaré devant le Sénat²⁵, le patron de l'Agence française de développement, Rémy Rioux.

²⁴ Les Échos, [La triple malédiction du pétrole](#), 19 mars 2019.

²⁵ [Intervention](#) de Rémy Rioux au cours de son audition dans le cadre d'une commission d'enquête sur TotalEnergies au Sénat.

Un centenaire cerné par les controverses

Une entreprise dangereuse pour le climat

De nombreuses bombes climatiques

Même si elle cherche à minimiser la réalité de son impact climatique, TotalEnergies reste une entreprise très émettrice²⁶. Elle est impliquée dans plusieurs « bombes climatiques » : elle participe à des projets d'extraction fossile particulièrement émetteurs²⁷, et continue à s'engager dans l'ouverture de nouveaux champs pétroliers ou gaziers²⁸ alors que, selon l'Agence internationale de l'Énergie, pour limiter le réchauffement mondial à 1,5 °C, il faudrait renoncer à tout nouveau projet fossile.

En 2022, TotalEnergies participait à 33 projets fossiles super-émetteurs (qui pourraient encore chacun émettre au moins un milliard de tonnes de CO₂)²⁹.

Du greenwashing plutôt qu'une vraie transition

Devenir un « acteur majeur de la transition énergétique » pour « atteindre une société #NetZero dès 2050 »³⁰ : telle est la promesse de TotalEnergies, vantée publiquement lors son changement de nom en mai 2021 avec des publicités sur fond d'éoliennes, de panneaux solaires et de bornes de recharge de véhicules électriques.

Pourtant, le modèle économique de l'entreprise reste profondément ancré dans les énergies fossiles³¹.

²⁶ Rapport Greenpeace, [Bilan carbone de TotalEnergies : le compte n'y est pas](#), novembre 2022.

²⁷ Le Monde, ["Bombes carbone" : TotalEnergies, numéro deux mondial des mégagisements fossiles](#), 31 octobre 2023.

²⁸ Oil Change International, [Big Oil reality Check 2023](#), mai 2023.

²⁹ Rapport Greenpeace, [Les bombes climatiques de TotalEnergies. La forêt derrière l'arbre Eacop](#), octobre 2023.

³⁰ <https://totalenergies.com/fr/transition-energetique>

³¹ Briefing de Reclaim Finance, [TotalEnergies : faut-il croire à sa diversification ?](#), septembre 2023.

En 2023, l'exploitation des énergies fossiles représente toujours plus de 98 % de la production d'énergie globale de TotalEnergies³².

Sa stratégie climat n'est pas alignée avec un objectif de neutralité carbone d'ici 2050³³ et elle mise sur des fausses solutions et/ou des options dont les limites et dangers ont été largement documentés : gaz fossile, agrocarburants, projets de compensation carbone³⁴, capture et séquestration du carbone, etc.

Plutôt que de corriger le tir, la major préfère miser sur des stratégies d'influence pour maintenir son acceptabilité sociale³⁵ et des stratégies dilatoires pour détourner l'attention de son business climaticide.

« TotalEnergies est très loin de prendre en compte les conclusions du Giec dans l'évaluation de sa stratégie de neutralité carbone visant à s'inscrire dans les engagements de l'accord de Paris. »

(extrait d'une tribune d'auteurs du GIEC³⁶)

D'hier à aujourd'hui : le lobbying incessant de l'industrie fossile

Un des leviers activés par l'industrie fossile pour protéger son *business model* est d'exercer une pression sur les responsables politiques afin d'amoindrir l'ambition des États en matière climatique. Deux exemples :

- **Mediapart, [Comment le sabotage d'une mesure européenne par Total a fait perdre 30 ans à l'action climatique](#), juin 2022.**
- **Vert, [2 500 lobbyistes des énergies fossiles à la COP28 sur le climat, un record absolu](#), décembre 2023.**

³² Communiqué de Greenpeace France, [Résultats financiers de TotalEnergies](#), février 2024.

³³ Note de Greenpeace France, [La pseudo neutralité carbone de TotalEnergies](#), février 2022.

³⁴ Rapport de CCFD-Terre Solidaire, [La compensation carbone au prix des droits humains ? Le cas du projet Bacasi de TotalEnergies au Congo](#), octobre 2023.

³⁵ Série documentaire de Greenpeace France, [L'emprise Total](#), janvier 2023.

³⁶ Tribune d'auteurs du GIEC publiée sur France TV Info, [Des scientifiques dénoncent l'instrumentalisation de leurs rapports par le géant pétrolier](#), février 2023.

Poursuite de l'expansion fossile et profits indécents

TotalEnergies, comme les autres majors, continue de nous enfermer dans le piège des énergies fossiles, quand il faudrait tout faire pour en sortir. Récemment, les entreprises gazières ont ainsi surfé sur le choc de la guerre en Ukraine pour engranger des profits records et pousser les États européens à investir massivement -et inutilement- dans des importations de gaz fossile et le développement d'infrastructures gazières comme le nouveau terminal méthanier flottant du Havre³⁷. Le tout au profit d'une dépendance accrue au gaz de schiste américain³⁸, sans même résoudre complètement la dépendance au gaz russe, et pour servir avant tout leurs intérêts privés.

TotalEnergies est le 1er exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) américain, essentiellement du gaz de schiste, vers le continent européen.

Par ailleurs, fin 2023, TotalEnergies a annoncé sa **volonté d'augmenter sa production d'hydrocarbures de 2 % à 3 % par an³⁹ lors des cinq prochaines années**. La poursuite de cette politique d'expansion fossile s'explique par la logique de profits à tout prix d'une major comme TotalEnergies. Les énergies fossiles lui permettent en effet de générer des profits toujours plus juteux... et toujours plus indécents.

Le résultat net annuel de TotalEnergies pour 2023 était ainsi de 21,4 milliards de dollars (+4 % par rapport aux 20,5 milliards de dollars en 2022 qui constituait déjà une année record)⁴⁰.

Une entreprise toujours toxique pour les populations et l'environnement

Au-delà de la question climatique, les conséquences désastreuses que l'extraction d'énergie fossile entraîne dans son sillon sont nombreuses : impact sur la biodiversité, la santé ou les droits humains, augmentation des inégalités, instabilité politique ou déplacements de population.

³⁷ Rapport de Greenpeace France et articles de Disclose, [Terminal méthanier flottant du Havre : symbole d'une politique climatique et énergétique à la dérive](#), juin 2023.

³⁸ Disclose, [Gaz de schiste : TotalEnergies au coeur d'un scandale sanitaire et environnemental au Texas](#), 26 septembre 2023.

³⁹

<https://totalenergies.com/fr/medias/actualite/communiqués-presse/presentation-strategie-perspectives-2023>

⁴⁰ [Communiqué de Greenpeace France](#), février 2024.

TotalEnergies est notamment impliquée dans plusieurs projets extrêmement problématiques, en Afrique ou au Moyen-Orient (liste non exhaustive) :

Tilenga et EACOP - Ouganda et Tanzanie

En Ouganda, TotalEnergies s'apprête à forer des centaines de puits de pétrole au sein et à proximité d'une réserve naturelle, menaçant ainsi la population et l'habitat de la faune tandis que le projet EACOP (oléoduc géant chauffé à 50 °C servant à acheminer le pétrole jusqu'en Tanzanie) a entraîné **l'expropriation et le déplacement de plus de 118 000 personnes**. Sur place, les communautés en première ligne se mobilisent et subissent une forte répression⁴¹.

LNG Mozambique

Au Mozambique, le mégaprojet de production de gaz naturel liquéfié Mozambique LNG de TotalEnergies a été interrompu en 2021 à la suite de l'attaque djihadiste de Palma qui a fait plus de 1400 décès ou disparitions. Alors que **le contexte sur place est toujours extrêmement tendu**, TotalEnergies s'apprête à relancer le projet⁴². Plusieurs personnes ayant survécu à l'attaque ont porté plainte contre TotalEnergies pour homicide involontaire et non assistance à personne en danger (voir plus loin).

Messila - Yémen

Dans la région désertique de l'Hadramaout, la multinationale française exploite des puits pétroliers sur le gisement *Messila* depuis les années 1990. Ses activités sont à l'origine d'une grave pollution par des produits toxiques qui ont contaminé les sols et les nappes phréatiques, seule source en eau locale⁴³. Sur place, la santé de la population est impactée et les agriculteurs et agricultrices sont sans ressources. Une soixantaine de Yéménites ont assigné TotalEnergies devant le tribunal judiciaire de Nanterre début 2024 (voir plus loin).

Vaca Muerta - Argentine

Le projet Vaca Muerta de Total en Argentine est considéré comme une bombe carbone dont les émissions ont et auront un impact catastrophique sur le climat. C'est un projet d'extraction de pétrole et de gaz de schiste par

⁴¹ Le Monde, [En Ouganda, la répression contre les opposants au projet de TotalEnergies se poursuit](#), 19 septembre 2023.

⁴² Le Monde, [Dans le nord du Mozambique, TotalEnergies veut reprendre ses activités malgré l'insurrection djihadiste](#), 19 septembre 2023.

⁴³ L'Obs, [Au Yémen, dans la vallée des damnés des « eaux noires » de Total](#), 20 avril 2023.

fracturation hydraulique (pratique interdite en France et dans de nombreux pays européens en raison de son impact sur l'environnement, les ressources en eau et la santé des populations)⁴⁴. Il se situe notamment sur les terres des populations autochtones Mapuche qui assurent avoir été déplacées d'une partie de leurs terres pour les besoins du projet et qui subissent diverses pollutions (écosystèmes affectés, pollution de l'air et de l'eau, rejets de déchets industriels à proximité des habitations, séismes réguliers en raison de la fracturation de la roche sur plusieurs kilomètres)⁴⁵.

Projets gaziers offshore - Afrique du Sud

Depuis 2022, la multinationale dépose des demandes de licence de production pour des champs gaziers offshore au large des côtes sud-africaines qui abritent un écosystème marin riche et fragile, notamment des corridors de migration de baleines. Avec des forages très profonds, ces projets, s'ils voient le jour, représenteront une **menace non seulement pour la biodiversité mais aussi pour la pêche artisanale et l'économie locale**⁴⁶.

Une entreprise qui accumule les affaires judiciaires

Plusieurs recours sont actuellement en cours contre la major française sur des sujets environnementaux ou sociaux :

- **Deux procédures sur le greenwashing** : Greenpeace France, les Amis de la Terre France et Notre Affaire à Tous ont déposé un recours au civil contre TotalEnergies pour « pratiques commerciales trompeuses », qui a été [jugé recevable par le tribunal judiciaire de Paris en mai 2023](#). Une enquête a également été [ouverte en décembre 2021 par le parquet de Nanterre](#) sur le même sujet suite à une plainte déposée en octobre 2020 par Wild Legal, Sea Shepherd France et Darwin Climax Coalitions ;
- **[Une nouvelle procédure relative aux projets EACOP/Tilenga](#)** de TotalEnergies en Ouganda et en Tanzanie, engagée en juin 2023, pour demander réparation pour les violations des droits humains subies par les communautés locales ;

⁴⁴ AFP, [Vaca Muerta, le pari risqué de la fracturation hydraulique en Argentine](#), 11 décembre 2019.

⁴⁵ Greenpeace, [Pollution massive en Patagonie : Total responsable ?](#), 17 décembre 2018.

⁴⁶ Reporterre, [En Afrique du Sud, « si Total réalise ses projets, l'océan sera détruit »](#), 8 février 2023.

- **Une plainte au pénal pour « homicide involontaire » et « non-assistance à personne en danger »** dans le cadre des activités de Total au Mozambique et de l'attaque djihadiste de Palma en 2021, déposée en octobre 2023 ;
- **Une plainte au pénal autour notamment du délit d'« abstention de combattre un sinistre »** du fait de l'entêtement de Total en matière d'investissements fossiles, engagée en septembre 2023 ;
- **Une procédure lancée par une soixantaine de Yéménites** impactés par les pollutions des eaux et des terres causées par l'activité pétrolière de TotalEnergies en janvier 2024 ;
- **Une plainte contre Patrick Pouyanné**, directeur général de TotalEnergies et membre du conseil d'administration de Polytechnique, **pour prise illégale d'intérêts** au sujet de l'installation d'un centre de recherche de TotalEnergies au coeur du campus de Polytechnique, déposée par Greenpeace France, Anticor et l'association d'anciennes et anciens élèves de Polytechnique, la Sphinx, en avril 2021 - cette plainte **a entraîné l'ouverture d'une enquête par le parquet national financier** ;
- **Une procédure sur la responsabilité climatique de TotalEnergies au titre du devoir de vigilance**, dont la recevabilité a fait l'objet d'une audience en cour d'appel début mars et dont le délibéré a été fixé au 18 juin ;
- **Une assignation en justice contre TotalEnergies déposée par un agriculteur-paysan belge en mars 2024**, à laquelle se sont jointes trois ONG dont Greenpeace Belgique, du fait des dommages causés par les événements climatiques extrêmes qui ont frappé sa ferme ces dernières années.

À noter également : TotalEnergies a de son côté, et pour la première fois, engagé **une procédure-bâillon contre Greenpeace France**, à la suite de la publication d'un rapport sur le bilan carbone de la major.

Conclusion

En dépit des appels criants pour un monde sans énergies fossiles, TotalEnergies s'entête à refuser de changer de *business model* et continue à miser sur l'extraction continue des hydrocarbures.

La multinationale priorise sciemment ses intérêts privés et ses milliards de bénéfices chaque année, plutôt que le vivant ou l'avenir de la planète.

Ce faisant, elle repousse l'inéluctable transition énergétique et ne s'engage pas résolument dans des solutions d'innovation vertueuses, au service de celle-ci. Notamment, elle n'investit pas suffisamment dans les énergies renouvelables.

Cette stratégie à la fois climaticide et rétrograde soulève la question fondamentale du rôle de l'État, garant des objectifs climatiques pris par la France lors de la COP21 en 2015.

Face à l'urgence climatique qui s'intensifie, provoquant de plus en plus de dégâts matériels et humains, il est indéniable que **l'État joue un rôle crucial dans la régulation du secteur des industries fossiles.**

Aussi, lorsque Patrick Pouyanné est décoré de la Légion d'honneur ou lorsqu'il fait partie de la délégation officielle de la France à la COP28, le gouvernement se rend coupable d'encourager le climato-cynisme incarné par le PDG de TotalEnergies.

De fait, les gouvernements ne peuvent plus permettre à l'industrie des combustibles fossiles, principale responsable de la crise climatique, d'amasser des richesses considérables sans contrepartie. Une sortie effective des énergies fossiles passera nécessairement par la mise en place de mesures fortes pour contraindre ces entreprises à réduire leur empreinte carbone et à payer pour les pertes et dommages qu'elles engendrent.

Quelques lectures clés

Alain Deneault, *De quoi TotalEnergies est-elle la somme ?* (Editions rue de l'Echiquier, 2017)

Bon Pote, [*TotalEnergies est-elle une entreprise criminelle?*](#), 27 novembre 2023

Mickaël Correia, *Le Mensonge Total. Enquête sur un criminel climatique* (Le Seuil, 2024)